TURKEY RIGHTS MONITOR

Numéro 335 | Date 16-22 novembre

En tant qu'organisation de défense des droits humains, nous suivons de près les violations des droits humains en Turquie. Dans le cadre de ce travail, nous publions chaque semaine un bulletin documentant les violations des droits humains survenues au cours de la semaine. En outre, nous partageons régulièrement des statistiques à jour et des sources classées par catégorie concernant ces cas. Le rapport Turkey Rights Monitor est publié sans interruption depuis 335 semaines consécutives et est partagé avec les institutions, organisations et acteurs concernés par les droits humains. Vous pouvez consulter les informations et statistiques mises à jour sur notre site : https://turkeyrightsmonitor.com/

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 101 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

20 novembre : Selon le ministère de l'Intérieur, les tribunaux turcs ont placé 47 personnes en détention provisoire pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, après l'interpellation de 83 personnes lors d'opérations menées dans 28 provinces en dix jours.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

17 novembre : Un tribunal a accepté l'acte d'accusation visant deux étudiants universitaires pour « incitation à commettre une infraction » après la distribution de tracts demandant la démission du ministre de l'Éducation Yusuf Tekin à İzmit ; leur première audience est prévue le 15 juin 2027.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

16 novembre : Un tribunal turc a condamné le député d'opposition Ömer Faruk Gergerlioğlu à verser 150 000 livres turques de dommages et intérêts au ministre de la Défense Yaşar Güler pour des propos tenus au Parlement concernant la tentative de coup d'État de 2016 ; la date exacte du jugement n'a pas été établie de manière indépendante.

17 novembre : Les autorités turques ont placé Sözcü TV et son site d'information sous administration judiciaire à la suite d'une décision de justice, tandis que la police a interpellé des dirigeants dans le cadre d'une enquête sur des allégations financières qui n'avaient pas encore été jugées.

18 novembre : Le 2e juge pénal de paix d'Ankara a bloqué l'accès à six articles publiés par BirGün, Evrensel, 12punto, dokuz8haber, Doğru Haber et İlke TV concernant la plainte pénale du ministre de la Justice contre le député d'opposition Ahmet Şık.

ISSN 3118-8524

19 novembre : Un tribunal turc a acquitté le journaliste de BirGün İsmail Arı, poursuivi pour des publications sur un scandale de fonds d'investissement, et ordonné sa libération après environ 29 jours de détention.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

17 novembre : La Cour européenne des droits de l'homme a ordonné la libération du député d'opposition emprisonné Can Atalay, estimant que son maintien en détention et le traitement de son statut parlementaire violaient la Convention ; l'exécution de cet arrêt en Turquie n'était pas établie.

18 novembre : Un tribunal d'Ankara a condamné le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu et huit autres personnes à deux ans et un mois de prison et prononcé des interdictions d'exercer des fonctions politiques pour des irrégularités électorales présumées au congrès de 2023 du Parti républicain du peuple (CHP) ; trois autres prévenus ont été acquittés et les décisions restent susceptibles de recours.

19 novembre : Un tribunal administratif turc a confirmé l'annulation du diplôme universitaire du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, dans une affaire distincte affectant son éligibilité à la présidence ; ses avocats ont indiqué que la décision ne leur avait pas encore été officiellement notifiée.

MINORITÉ KURDE

16 novembre : Un tribunal turc a condamné la journaliste kurde Rabia Önver à 18 mois de prison avec sursis pour des publications sur les réseaux sociaux liées à son travail journalistique et à ses commentaires publics.

19 novembre : Des experts des Nations unies ont exhorté la Turquie à renforcer les garanties judiciaires et la responsabilité dans la législation relative au processus de paix avec le PKK, dans une communication datée du 16 novembre et rendue publique le 19 novembre.

CONDITIONS CARCÉRALES

20 novembre : L'hôpital municipal de Kayseri a établi un rapport indiquant que la détenue gravement malade Evin Zapsu n'était pas en état de rester en prison, selon des informations transmises par la famille d'un autre détenu ; le rapport aurait été soumis à un examen médico-légal et sa libération n'était pas confirmée.

20 novembre : L'épouse du théologien emprisonné Mustafa Özönder, âgé de 73 ans, a demandé sa libération pour raisons médicales, invoquant la dégradation de sa santé pendant sa détention pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

20 novembre : De nouveaux chiffres ont montré que 5 121 enfants âgés de 12 à 17 ans étaient détenus en Turquie, dont 3 809 en détention provisoire et 1 312 condamnés ; il s'agit de la population carcérale, et non du nombre d'enfants nouvellement détenus cette semaine.

20 novembre : Le mari de Şükran Yıldız a déclaré qu'elle était détenue seule dans une cellule de la prison d'Alanya malgré des névralgies et une détresse psychologique ; sa condamnation pour des liens présumés avec le mouvement Gülen fait toujours l'objet d'un appel.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

19 novembre : Yusuf Ahmet Özçiçek a déclaré avoir été frappé et menacé par des policiers à Istanbul le 8 novembre après avoir tenté de filmer des agents qui auraient agressé une autre personne, et avoir été contraint de supprimer les images ; il a ensuite déposé une plainte pénale.

DROITS DES FEMMES

17 novembre : Un tribunal de Kocaeli a condamné à deux ans et quatre mois de prison un homme qui avait poignardé son ex-épouse en février 2025 et ordonné sa libération ; l'agression avait eu lieu avant la semaine considérée.

21 novembre : Une enquête du Syndicat des journalistes de Turquie a révélé que 70,9 % des journalistes femmes interrogées avaient subi des discriminations fondées sur le genre et que des répondantes avaient décrit des obstacles au signalement de violences ou de harcèlement au travail.

DROITS DE GENRE

20 novembre : La police d'Adana a interpellé environ neuf personnes lors d'un rassemblement interdit lié aux droits LGBTQ+ et à des manifestations prévues avant le 25

ISSN 3118-8524

novembre, selon un article publié le 21 novembre ; un avocat a affirmé qu’une personne interpellée avait eu la main fracturée lors de l’intervention policière, ce qui n’a pas été confirmé de façon indépendante.

ISSN 3118-8524